



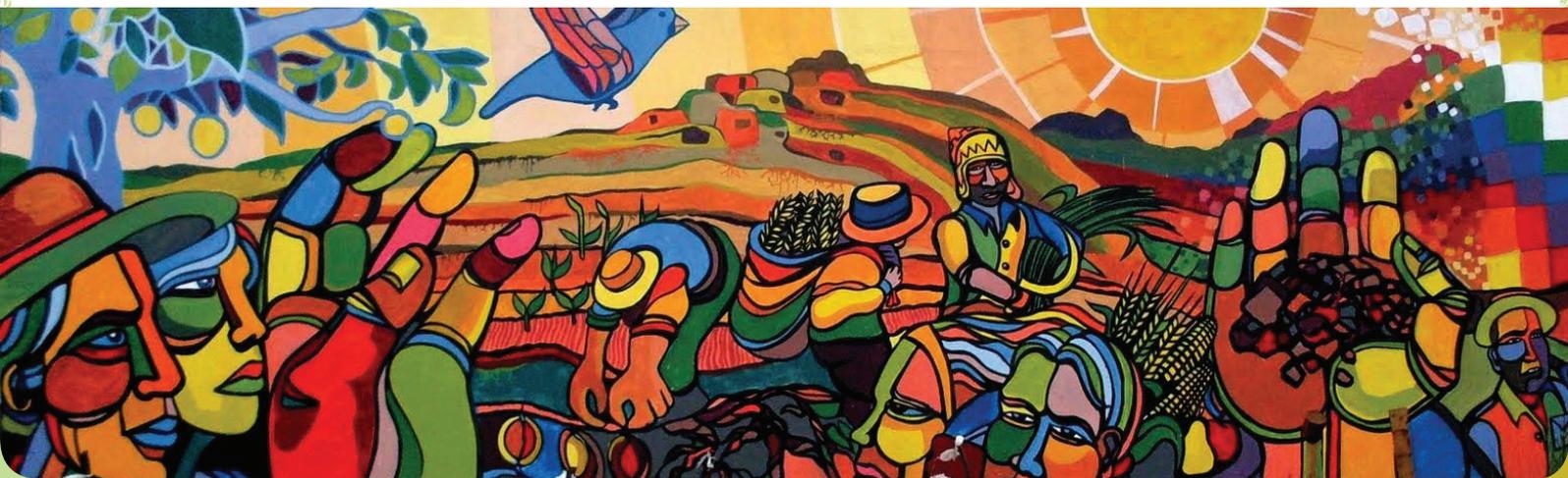
éditorial: la lutte des communautés pour défendre leur territoire

L'accaparement des terres arables mondiales s'étend de jour en jour.

Lorsque nous avons commencé notre étude à ce propos, nous avons attiré l'attention, pour diverses raisons méthodologiques, sur la prise de contrôle des terres mondiales par les gouvernements de certaines nations qui arguent agir dans le seul but de résoudre le problème de l'insécurité alimentaire. Très vite, les différents groupes financiers (dont certains fonds de pension) se sont rués dans des processus de négociation, dévoilant le caractère spéculatif de bon nombre de ces réformes agraires et ouvrant ainsi le foyer de cette nouvelle chasse aux terres entrepreneuriale.

Nous avons toujours été conscients de l'étendue de l'accaparement des terres et de l'abomination qu'il représente, et ce, bien plus que ce que nous avons montré jusqu'ici. Il ne s'agit pas seulement de l'exploitation pour des entreprises agricoles de monoculture de matières premières d'export ou de la délocalisation de la production alimentaire dans d'autres pays. L'accaparement des terres implique aussi l'extractivisme : l'eau, l'industrie minière, le pétrole, la déforestation, le narcotraffic, les services environnementaux et les projets REDD (ou des terres aliénées apparemment sous surveillance) et enfin toute la spéculation relative à ces derniers, à savoir le tourisme, le développement immobilier, l'urbanisation, la géopolitique, et bien plus encore.

Dans ce numéro de Nyéléni, nous voulons nous pencher un peu plus sur ce phénomène croissant et sur les possibilités que nous avons, depuis nos communautés, d'y résister. **GRAIN**



**abonnez-vous
en ligne!**

www.nyeleni.org

**Aidez nous à construire le
mouvement pour la
Souveraineté Alimentaire**

**Chaque contribution compte:
Soutenez le bulletin Nyéléni.**

Banque: BANCA POPOLARE ETICA SCARL
Bénéficiaire: Asociación Lurbide –
El Camino de la Tierra
IBAN: IT76 J050 1812 1010 0000 0134 009
BIC/SWIFT: CCRIT2T84A

qui sommes-nous?

Au cours des dernières années, des centaines d'organisations et de mouvements se sont engagés dans des luttes et différents types d'initiatives pour défendre et promouvoir le droit des peuples à la Souveraineté Alimentaire dans le monde. Beaucoup de ces organisations étaient présentes au *Forum International Nyéléni 2007*, au Maili, et se sentent membres d'un mouvement pour la Souveraineté Alimentaire plus large, qui considère la déclaration Nyéléni 2007 comme leur plateforme politique. **Le Bulletin Nyéléni se veut la voix de ce mouvement international.**

Organisations impliquées: Development Funds, ETC, FIAN, Focus on the Global South, Food First, Les Amis de la Terre international, GRAIN, Grassroots International, IPC pour la souveraineté alimentaire, La Via Campesina, La Marche mondiale des femmes, Oxfam Solidarité, Radio Mundo Real, le Forum mondial des travailleurs de la pêche, VSF-Justicia Alimentaria Global.

**il est temps d'agir pour
la souveraineté alimentaire !**

L'Atlas de la justice environnementale comporte des cartes répertoriant les conflits socio-environnementaux du monde entier. Les faits révèlent que :

1. Les conflits écologiques sont en hausse dans le monde entier. Ils sont entraînés par les demandes matérielles nourries essentiellement par les classes les plus riches de la population mondiale. Les communautés démunies et marginalisées en sont en revanche les principales victimes (...).

2. Les nouvelles et anciennes méthodes d'extraction (fracturation hydraulique, services écosystémiques) sont en expansion. La plupart de ces exploitations de ressources se concentre sur les derniers écosystèmes de la planète jusque là préservés, généralement occupés par des communautés indigènes et pratiquant une économie de subsistance.

3. La tendance actuelle à créer des enclos provoque une destruction environnementale inconsidérée et irréversible comme la contamination et l'épuisement de l'eau, la dégradation des terres et le rejet de substances toxiques dangereuses ainsi que la perte du contrôle des communautés sur les ressources nécessaires à leur subsistance. (...)

4. Un réseau varié d'acteurs est impliqué dans ces injustices environnementales, notamment des entreprises déjà actives dans l'investissement de grande envergure dans les ressources ainsi que des nouveaux acteurs financiers. (...) Cependant la résistance populaire ne se fait pas attendre. (...) Les actions prennent différentes formes comprenant, d'une part, des méthodes légales tels que les affaires judiciaires, les activités de lobbying auprès des gouvernements et les référendums et, d'autre part, les mobilisations informelles comme les manifestations dans la rue, les blocus économiques et l'occupation des terres.

5. Les sociétés continuent à bénéficier d'une vaste impunité pour ce qui concerne la violation des droits environnementaux et humains. De plus, les entreprises poursuivent leurs activités au milieu de protestations citoyennes véhémentes qui se heurtent parfois à des services de sécurité privés et à des gouvernements favorables à la suppression de la résistance. (Bulletin Nyéléni : Droits et Répressions).

6. Les seuls moyens de faire cesser la propagation des conflits écologiques dans le monde sont la responsabilité d'entreprises grandissante, opposée à la responsabilité d'entreprises volontaire, et la réduction de la consommation. La surveillance et la mobilisation continue de groupes citoyens demeurent également essentielles.

7. Parmi les histoires de dévastation et de pollution environnementales, il existe toutefois de nombreux cas de victoires en termes de justice environnementale. (...) La résistance populaire des communautés touchées constitue la pierre angulaire d'une économie plus durable et plus égalitaire. <http://ejatlas.org/>

Nous, les gens ordinaires

Aujourd'hui et plus que jamais il est clair que les villages et les communautés **sont encore bien présents** et que les systèmes « dominants » veulent désespérément les contrôler. Ces gens ordinaires conservent leurs semences indigènes et, au sens le plus étendu, les cultivent pour leur propre communauté et, dans une large mesure, pour le monde entier. *Ces gens résistent et revendiquent toujours plus un autogouvernement défenseur de leurs terres ancestrales.* Ces communautés ont de tout temps mis leur vie au service de la planète en conservant un respect et un équilibre entre les plantes, les animaux et les sources d'eau, entre les « êtres naturels et spirituels », ainsi qu'en entretenant une mémoire et une présence de notre milieu de subsistance, de nos vivants comme de nos morts.

Combien nous sommes et ce que nous faisons

Un récent rapport de *GRAIN'* offre une révision approfondie des données de la structure agraire et de la production alimentaire à l'échelle internationale. Il en ressort six conclusions principales.

La première est que les paysans sont toujours ceux qui, grâce à leurs petites exploitations, produisent une grande partie de l'approvisionnement alimentaire mondial, principalement pour nourrir leur propre famille, leur communauté et les marchés locaux.

La seconde est que la majorité des exploitations du monde sont petites et continuent de rétrécir, suite à la myriade d'expulsions qui sévit. Si nous n'inversons pas cette tendance en résistant de manière à obtenir une réforme agraire intégrale, ces expulsions deviendront, et nous pouvons d'ores et déjà nous en rendre compte, encore plus brutales.

Toutes ces exploitations sont concentrées dans moins d'un quart de l'ensemble des terres agricoles. Et ce pourcentage ne cesse de diminuer. Voilà la troisième conclusion.

La quatrième certitude est qu'alors que les exploitations, les paysans et paysannes de toutes parts disparaissent, les grandes installations industrielles agricoles quant à elles s'agrandissent. Ces 50 dernières années, quelques 140 millions d'hectares (soit bien plus que la terre agricole chinoise) ont été monopolisés pour planter du soja, du palmier à huile, du colza, de la canne à sucre et du maïs, et ce, principalement à cause de la monoculture industrielle.

La cinquième conclusion affirme que techniquement, selon des données extraites de sondages nationaux provenant du monde entier, les petites exploitations sont plus productives que les énormes installations agricoles, malgré le fait que ces dernières disposent d'un pouvoir considérable et du recours à des grandes industries.

La sixième et dernière conclusion est que la majeure partie du monde paysan est constitué de femmes. Et malgré leurs contributions, elles sont sans cesse exclues, sans même avoir été considérées par les statistiques officielles. Ainsi, dès lors qu'il est question de contrôle des terres, elles subissent les discriminations.

Qui nous attaque

Nous devons reconnaître qu'aujourd'hui, la vie rurale et la persistance et l'intégrité des communautés paysannes **sont confrontées directement** aux systèmes avides de relations, de richesses, de personnes, de biens communs et d'activités potentiellement lucratives et, au moyen des lois, de dispositions, de politiques, d'expansionnisme, de programmes, de projets et enfin d'argent. Tout ceci est rendu possible grâce à l'*agro-industrie* qui veut, avec des méthodes continuellement plus sophistiquées, produire (pas seulement des aliments) sur de vastes étendues de terre afin de récolter des grands volumes et en sortir avec de gros profits.

Sa logique industrielle engendre une violence terrible à l'encontre de la nature même des processus et des cycles vitaux de par son intégration verticale. Il s'agit là d'une course folle à l'ajout de valeur économique aux aliments en utilisant de plus en plus de procédés, depuis l'accaparement des terres en passant par les semences certifiées, les sols, leurs fertilisation et leur désinfection grandement chimique, le matériel d'exploitation, le transport, le nettoyage, le traitement, le conditionnement, le compactage, l'entreposage et de nouveau le transport pour enfin arriver aux marchés, supermarchés et enfin aux salles à manger.



Comme nous le savons déjà, cette série de procédés renforce le réchauffement qui lui-même accentue la crise climatique (presque 50% des gaz à effet de serre proviennent de ces mêmes procédés). De plus, ce système transnational et global subjugué d'une manière ou d'une autre les personnes qui y sont piégées. *Nous parlons d'un système qui ne résout pas les problèmes alimentaires des communautés ou des villages mais qui pourtant utilise ces derniers pour effectuer les tâches les plus ignobles et les plus nuisibles de toute la chaîne et qui, en même temps, les enrôle dans un système agricole industriel qui dérobe le futur de leur labour et réduit au semi-esclavage ce qui avant était créatif, digne et très consciencieux. Voilà pourquoi produire nos propres aliments indépendamment de ce système alimentaire mondial est devenu aussi politique et subversif.*

Accaparement, mémoire et résistance

La relation directe entre la perte des terres et l'avancée de la suractivité minière, du pétrole, du gaz et de la monoculture est indéniable. Comme nous l'avons exposé dans cet éditorial, nous devons reconnaître qu'il reste encore beaucoup à investiguer pour découvrir la réelle progression de l'extractivisme et de la fragmentation, du démantèlement et de la perte des territoires des paysans et des indigènes. Cependant, quelques preuves sont déjà là : au Mexique, 26% du territoire national appartient aux industries minières et en Colombie, 40% du territoire est lui aussi exploité. De plus, dans ce pays, « 80% des violations des droits de l'homme de ces dix dernières années ont eu lieu dans des régions minières et énergétiques et 87% des personnes déplacées proviennent de ces mêmes régions ». Au Pérou, 40% du territoire est déjà détenu par les industries minières. Ainsi, en parcourant chaque pays, ce qu'il faudrait commencer à faire de manière systématique, nous y découvririons des situations similaires, comme en République Démocratique du Congo ou le pire n'est pas mesuré en pourcentage de terres détenues mais en nombre de morts dus aux conflits miniers, principalement autour des diamants, du coltan et de l'or : plus de 7 millions de personnes ont été assassinées en moins de 15 ans.

Les conflits liés à l'eau sont eux aussi récurrents. En outre, selon un autre rapport de GRAIN² : « En Afrique par exemple, une personne sur trois souffre de manque d'eau et le changement climatique ne fait qu'aggraver les choses. Le développement en Afrique de système de gestion des eaux indigène, hautement sophistiqué, pourrait aider à résoudre la crise, mais ce sont justement ces systèmes qui sont détruits par les accaparements de terres à grande échelle, sous prétexte que l'eau est abondante en Afrique, qu'elle est sous-utilisée et ainsi prête à servir pour l'agriculture d'exportation », et ce cas n'est bien évidemment pas isolé.

Bien au-delà des causes, qui vont des monocultures du système agroalimentaire industriel à l'extractivisme plus poussé et polluant de l'industrie minière, en passant par les centrales éoliennes, les puits de pétrole, les réserves de la biosphère et les projets REDD, le tourisme de masse et les développements immobiliers, les autoroutes, les barrages hydroélectriques colossaux, les transferts d'aquifères, les corridors multimodaux ou l'entrée soudaine d'une culture de délinquance et du narcotrafic de graines, les laboratoires ou le trafic, ce qui est bien réel, **c'est qu'une attaque à notre mémoire territoriale** est lancée car nos terres représentent un espace vital, elles sont les domaines communs nécessaires à la reconstruction et à la transformation de notre existence, elles sont l'étendue qui, grâce à nos savoirs partagés en une histoire commune, prend tout son sens.

Afin de provoquer le manque et la dépendance économique, les systèmes corporatifs, industriels ou multilatéraux ont encouragé une déstabilisation progressive qui cherche à empêcher les communautés, qui depuis toujours ont nourri le monde, de résoudre par leurs propres moyens leurs problèmes de santé, d'éducation et de survie. *L'effet de cette précarité imposée se retrouve dans l'expulsion des populations qui fragilise leurs stratégies et réduit le poids de leur avenir.*

C'est pourquoi la **Souveraineté Alimentaire** continue d'être aussi pertinente et encourageante en tant qu'outil d'autonomie et de défense territoriale, car elle ravive notre mémoire. En partant du niveau le plus bas, le communautaire, jusqu'en haut de l'échelle, il est évident que la production indigène d'aliments est une proposition vitale. Il est encore possible de mettre un terme à une telle injustice.

2 - GRAIN, *Ruée vers l'or bleu en Afrique : Derrière chaque accaparement de terres, un accaparement de l'eau*, 2012. www.grain.org

Le Tribunal permanent des peuples au Mexique

« Libre échange, guerre sale, impunité et droits des peuples »

Le Tribunal permanent des peuples (TPP) - à l'origine, Tribunal Russell - a été créé pour juger les crimes des Etats-Unis au Vietnam. Il a par la suite permis le jugement des dictatures du cône austral et est devenu un « tribunal permanent » dans lequel les peuples peuvent exprimer à leur manière les injustices qu'ils subissent. Ils sont acteurs dans son processus et dénoncent les responsables du chaos et de la souffrance.

C'est en 2011 que le TPP s'est installé au Mexique suite à une pétition de centaines d'organisations paysannes, ouvrières et de la société civile. Ces dernières accusent l'Etat mexicain de détournement de pouvoir, autrement dit, l'utilisation de ses prérogatives dans l'intérêt des entreprises au détriment des citoyens qui ne peuvent plus obtenir justice.

Le détournement de pouvoir se divise en sept branches découlant de l'ordre imposé par le libre-échange : les violences perpétrées contre les travailleurs, celles contre les travailleurs migrants, la censure et la violence contre les moyens de communication, la dégradation environnementale, la violence contre le maïs et l'autonomie des peuples, la violence liée au sexe, la guerre sale et l'impunité.

Pour ce qui est de l'autonomie des peuples, le problème réside dans la spoliation des fondements de leur existence, à savoir le maïs, aliment vital et noyau de la défense territoriale. C'est peut-être la première fois qu'un jury international assume l'intégralité de l'attaque et les relations compliquées entrant en compte dans cette spoliation : la souveraineté alimentaire, l'expulsion de migrants et l'accaparement des terres et des biens communs. Le TPP a recommandé au Mexique une sortie de l'Accord de libre-échange nord-américain. Sans cela, la souveraineté nationale et l'autonomie ne sont pas envisageables, l'interdiction du maïs transgénique est elle aussi irréalisable, même s'il porte atteinte à une civilisation pleine d'avenir. Le tribunal a conclu que le Mexique ne respectait pas le Statut de Rome pour cas de génocide et il a mis la lumière, au niveau international, sur les abus des gouvernements contre les peuples.

Le TPP ouvre des espaces de dialogue et de relation où les personnes lésées peuvent systématiser leur expérience et redevenir des acteurs centraux. Il encourage la lutte et fomenté la sensation de réussite et d'assurance en laissant la parole aux victimes dans un environnement de confiance.

L'écho des campagnes 1

Nous ne laisserons pas ProSavana envahir nos terres et nous coloniser !

Ana Paula Taucale, paysanne dans la province de Nampula et membre de l'UNAC (União Nacional de Camponeses), Mozambique.

Le gouvernement de mon pays – en collaboration avec le Brésil et le Japon – a accordé une importante portion de terre dans le Corredor de Nacala pour une agriculture à grande échelle destinée à l'exportation. Nous, les paysans de cette région nous nous opposons à ce projet et le considérons comme une invasion qui mènera à un accaparement des terres sans précédent.

Il existe déjà une preuve des effets de la spoliation des terres dans cette région (le Nord du Mozambique) sur les communautés paysannes et en particulier sur les femmes. Dans la province de Nampula, où j'habite et ai mon lopin de terre, on interdit aux femmes de traverser les régions où les entreprises étrangères sont en activité. Nous n'avons plus accès au bois de chauffage, à la nourriture sauvage ou aux racines médicinales utilisées pour nos familles. En soi, il s'agit d'une véritable violation de la loi de la nation du Mozambique. La loi requiert une consultation des communautés avant de céder des terres à des entreprises, donc aussi de donner le droit de veto aux communautés dans le cas où ce genre d'attributions des terres implique la violation de leurs droits.

Nous refusons cet accaparement des terres et nous rejetons le modèle d'agriculture représenté par le programme ProSavana. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour l'arrêter.

En juin, nous, représentants de l'UNAC, associés à d'autres organisations dans le pays, avons lancé la *Campagne nationale NON à ProSavana*. Nous voulons porter cette campagne à un niveau international – des organisations de société civile brésiliennes et japonaises nous ont déjà rejoint – et nous voulons activé un mécanisme juridique au niveau national et auprès des Nations Unies afin de mettre les dirigeants du programme ProSavana face à leurs responsabilités quant au danger qu'ils pourraient causer aux communautés paysannes du Mozambique.

Pour plus d'info sur la campagne : <http://viacampesina.org/en/index.php/actions-and-events-mainmenu-26/stop-transnational-corporations-mainmenu-76/1643-mozambique-civil-society-organizations-decided-to-globalize-the-no-to-prosavana-campaign-and-promise-to-give-legal-responsibility-to-perpetrators>

Stop aux pipelines de la société Enbridge

2

Winona La Duke, Honor the Earth, Minnesota.

L'organisation indigène de l'environnement, Honor the Earth, organise une tournée dans le Nord du Minnesota qui a pour but d'engager les communautés aux abords d'un des nombreux pipelines de sables bitumineux et de pétrole extrait par fracturation hydraulique supposé traverser le Nord du pays. La tournée concerne non seulement la prévention contre la menace des pipelines mais est également une action de solidarité afin d'arrêter à leurs sources les extractions de sables bitumineux et de pétrole dans la zone de Bakken.

C'est la brume du matin. J'observe les chevaux dans la brume. Ensuite nous galopons jusqu'au lac. C'est le lac Rice au milieu du refuge du lac Rice. Le lieu s'appelle Minisnook, un village traditionnel d'Anishinaabeg¹, qui existe ici depuis des millénaires.

« Je n'arrive pas à comprendre pourquoi ils veulent placer le pipeline ici... C'est le fond d'un lac glaciaire qui comporte une vaste quantité de manoomin²... ce qui rend la diversité et la qualité de vie riche. Nous nous sentons menacés. » Notre terre regorge de lacs, de plantes médicinales et de marais. (...) Un oléoduc n'est pas nécessaire ici. La biodiversité et l'époustouflante beauté de l'écosystème est maamaakaa-jizhichige. C'est extraordinaire.

Le chef de tradition et de cérémonie du village d'East Lake nous accueille, prie pour nous et nous nourrit, nourrit nos esprits, met en pâture nos chevaux et nourrit nos corps. Nous expliquons la logistique du pipeline, abordons le fait qu'une brèche dans le pipeline laisserait s'écouler 75 000 litres à la minute et nous savons tous que ceux-ci se déverseraient directement dans l'eau. (...) La nappe phréatique se trouve seulement à 30 cm sous la surface de la terre. Le pipeline constitue une menace. Et il est associé à un autre projet extrême d'extraction caché dans la région – une exploration minière signée Rio Tinto Zinc/Kennecott Copper : traces de cuivre, de zinc, de diamants de magnésium et d'or, profondément enfouies en dessous du fond glaciaire dont est composé ce pays. L'entreprise, selon des sources, a loué un bâtiment au nord de la ville et cherche et creuse activement aux alentours.

Il n'y a pas de lieu sûr pour se cacher, pour hacher, pour être Anishinaabeg. Nous protégeons donc notre territoire comme nous le faisons depuis des centaines. Il est toujours magnifique et rempli d'eau propre et de médicaments. Cela vaut tout. Notre eau est plus importante que leur pétrole. Notre mino bimaatisiwin³ nous percera à jour. *Love water not oil.*

1 - Autonyme souvent utilisé par les peuples Odawa, Ojibwe et Algonquin.

2 - Du riz sauvage Ojibwe qui constitue leur aliment historique de base.

3 - La philosophie Ojibway s'imprègne du concept de l'équilibre des quatre éléments de santé : physique, mental, émotionnel et spirituel.

Les Yaquis protègent leur eau

3

Mario Luna, porte-parole de la tribu de Vicam, Sonora, Mexique.

En 2010, le gouvernement a annoncé la construction d'un aqueduc qui prélèvera des millions de m³ d'eau du fleuve Yaqui. L'eau fait partie du territoire ancestral yaqui, territoire ratifié partiellement en 1940 par un décret présidentiel.

Même si nous avons gagné aux tribunaux, le gouvernement refuse de suspendre le projet et en plus il encourage la haine envers notre peuple. Avec la mobilisation, il y eu des procédures judiciaires lancées contre certains d'entre nous et beaucoup de familles se sont vu supprimer les aides gouvernementales. Nous subissons des châtiments, des inspections, des menaces de mort et même des enlèvements. En 75 ans, le décret nous octroyant le territoire n'a jamais été respecté. La centrale hydroélectrique construite dans les années 50 n'utilise l'eau que pour des questions énergétiques et la Commission nationale de l'eau nous la subtilise ne nous laissant ainsi que 250 millions de m³ des 800 millions de m³ que traite l'entreprise chaque année. Nous avons été les derniers à être au courant du projet de l'aqueduc, et ce fut par la presse. Les autorités n'ont pas pris la peine de nous consulter alors même qu'il s'agit là d'une obligation inscrite dans plusieurs normes internationales. Seuls 8% du fleuve Sonora sont utilisés pour la consommation des citoyens, le reste est dédié à l'agriculture. Cependant, le secteur industriel s'impose dans la région. Ford a quasiment doublé ses capacités ; Halcim Apasco est en train d'ouvrir la deuxième centrale la plus grande d'Amérique latine ; Heineken, la plus grande brasserie du monde, est en train de s'y implanter et Coca-Cola et Pepsico comptent agrandir leurs installations d'aliments transformés. Le gouvernement viole continuellement les moratoires émanant du pouvoir judiciaire de la fédération. Le 15 juillet, le tribunal Colegiado de Hermosillo a annulé la décision du juge qui autorisait la suspension du projet jusqu'à nouvel ordre, avec comme excuse que nous, les Yaquis, avons repris les blocages sur l'autoroute fédérale au niveau de Vicam. Nous résistons pacifiquement, mais nous sommes dans l'œil de la tornade.

Résistance au Cambodge

4

Ms Oum Sophy, l'une des leaders dans la lutte pour les terres de Lor Peang.

Depuis 2006, les habitants de Lor Peang, un village dans l'arrondissement de Kampong Tralach dans la province de Kampong Chhnang au Cambodge ont été impliqué dans un litige foncier avec KDC International, une puissante entreprise privée appartenant à Chea Kheng,

...continue de Résistance au Cambodge

4

l'épouse du ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie Suy Sem. Depuis la mi-juillet 2014, le village est occupé par la police militaire et KDC International est en train de bâtir un mur autour des terres spoliées des villageois.

Je m'appelle Oum Sophy. Mon mari et deux autres villageois ont été arrêtés après que nous ayons quitté le village pour nous rendre à Phnom Penh ce matin (le 12 août 2014). Nous avons décidé de nous rendre à Phnom Penh pour demander au gouvernement de nous aider à trouver une solution concernant le litige foncier dans notre village. Sur la route, la police militaire a confisqué notre nourriture, notre eau, nos sacs et documents pour les jeter éparpillés le long de la route. Ils voulaient nous empêcher de poursuivre notre route. La plupart des villageois qui marchaient avec nous ont été battus et injuriés par la police et nos enfants pleuraient. Je n'ai pas pu aider mon mari quand j'ai vu que la police le chargeait dans son camion. La majorité des personnes qui marchaient avec nous aujourd'hui sont des personnes âgées ou des enfants. Je ne voulais pas emmener mes quatre enfants mais je n'avais pas le choix. Mon plus jeune a seulement quatre mois. Nous voulons la justice pour notre peuple. Cinq de nos représentants ont été arrêtés et nous voulons leur libération. Nous voulons que le gouvernement empêche l'entreprise [KDC International] de construire des murs autour de nos terres, qu'il retire d'urgence la police militaire de notre village, qu'il mette fin à la menace de notre liberté et qu'il nous laisse un environnement sûr afin que nos enfants puissent aller à l'école. Je ne retournerai pas dans mon village jusqu'à ce qu'une solution appropriée règle notre problème.

Shell to sea: Rossport en lutte

5

Gerry Bourke, paysan dans le comté de Mayo, Irlande.

Je suis un exploitant agricole du nord-ouest de l'Irlande près d'Erris dans le Comté de Mayo. Depuis treize ans nous menons un combat contre Shell afin de protéger nos terres, notre environnement et notre communauté. Shell voulait faire passer un gazoduc de gaz non traité, hautement volatile et polluant à travers les champs de nos communautés. Ces terres appartiennent à nos familles ; nous les exploitons et en prenons soin depuis des générations. Ce sont des marais et nous rendons ces terres fertiles en y déposant des algues de la mer. Pour nous, les terres représentent tout. Nous avons résisté à Shell et avons été violemment opprimés. Les peuples ont été battus, abusés, soumis à la loi martiale. Ce sont presque cent plaintes qui ont été déposées contre le comportement de la police. Aucune n'a été suivie. Les peuples ont agi contre Shell, mais Shell était autorisé

à se comporter de la sorte. En effet, le géant pétrolier détient sa propre police privée et ses propres services de sécurité tout en étant aidé par l'Etat. Le gouvernement a tracé une ligne autour de nos villages et a déclaré que « l'Etat de droit de l'Etat irlandais ne s'appliquait plus ici ». Comme s'il s'agissait d'un terrain d'essai pour opprimer leur propre peuple. L'Etat a cru qu'il pouvait nous écraser mais au contraire, il nous a éduqués. Nous avons rencontré des personnes avec des idées et des connaissances qui sont venues nous aider dans notre combat. Nous avons appris énormément de choses sur le fonctionnement du monde et sur la manière dont le gouvernement irlandais peut traiter son peuple quand on parle d'alternatives. Nous espérons à présent que nos connaissances aideront d'autres communautés car c'est en rassemblant les peuples qu'il est possible d'opérer un changement. Nous devons nous rappeler que tout sur cette île, du dernier brin d'herbe à la lune, appartient au peuple irlandais, c'est-à-dire à nous tous. Nous devons décider ensemble. Notre devoir envers nous-même et tous les autres est de faire entendre nos opinions et d'être responsables de ce qui se passe. Le gouvernement ne le fera jamais pour nous.

No a le projet Pacto-Junin!

6

Julian Morente, organisation des voisins mécontents à Ingapi, Equateur.

Pacto est une paroisse rurale à Ingapi, en Equateur. Ses habitants y ont vécu pendant des siècles grâce à la canne entrelacée, à la banane et au manioc entre autres. Aucun produit agrochimique n'est employé dans nos cultures. Nous travaillons la terre traditionnellement, nourrissant le sol pour que lui nous nourrisse à son tour. Nous faisons la panela (pain de canne à sucre) à partir de nos propres moulages, avec des machines artisanales et des poêles à bois pour le rendre meilleur. Dans les zones de basse altitude, nous possédons de l'élevage pastoral et nous produisons du lait et de la viande sans avoir recours à des grandes entreprises. Nous distribuons aux niveaux local et régional. Ici, dans ce versant des Andes, l'industrie minière va s'implanter. Ils ont d'ailleurs déjà commencé à attaquer la montagne à certains endroits. Le président Correa l'appelle le Projet Pacto-Junin. Il s'agit de plus de 4 000 hectares seulement à Pacto, et à Junin, la destruction a déjà grandement avancé. Où vont-ils nous envoyer ? Nous voulons manger, nous n'avons besoin ni d'or ni de pierres. Ici, ils vont laisser un désert aux futures générations. Les techniciens annoncent une profondeur d'un kilomètre, c'est une aberration. Avec 6 mois de pluie par an, en levant, en ouvrant la montagne d'ici jusqu'au fleuve, les réserves d'eau de la municipalité de Quito vont disparaître. Je dis, moi, que l'eau est bien plus importante que l'or. Les études menées sur l'impact environnemental sont désastreuses car fallacieuses. Et tout ça

pour protéger l'industrie minière, qui est vorace. L'arrivée de cette industrie est synonyme de produits chimiques fort tel que le cyanure. Elle sous-entend aussi la destruction de collines entières touchant ainsi les forêts, les pâturages, le flux de l'eau et sa composition, largement polluée. Ils disent que nous habitons sur des réserves d'uranium, le gouvernement veut nous donner 300 dollars par hectare. Mais en aucun cas nous n'accepterons cela.

Nous sommes prêts à nous battre

7

Parvati, Muttagi, Inde*

Je ne possède pas de terres mais j'ai une maison. Je suis ouvrière agricole sur des terres qui ne m'appartiennent pas. Je fabrique mon pain à la maison et je le vends pour subvenir à mes besoins. En réalité, mon terrain a été acheté il y a très très longtemps et je ne souhaite cela à personne. C'est pour cette raison que j'ai rejoint le mouvement contre le NTPC (National Thermal Power Corporation Limited), une centrale électrique qui fut construite dans mon village. Qu'allons nous manger si les paysans locaux perdent leurs champs ? Pendant la protestation, les hommes nous ont dit que si nous nous dirigeons vers l'entrée, la police n'aurait pas recours à la violence. Mais lorsque nous avons atteint l'entrée de la centrale thermique NTPC, la police nous a frappé à coup de lathis (des longs bâtons en bambou) – même moi je me suis fait frappée. Nous étions terrifiés. C'était la première fois que je me trouvais dans une rixe. La police nous a pourchassés dans des hôtels, dans le commissariat et même dans la gare ! Mais le mouvement des paysans nous a dit de ne pas avoir peur. Un des membres de ma famille est en prison. C'est un étudiant à l'université et ils l'ont juste enlevé ! Je me suis engagée dans le combat contre NTPC. Quand nous, les femmes, travaillons ensemble, vous verrez de quoi nous sommes capables ! Nous ne voulons pas de la centrale électrique NTPC. Même s'ils nous donnaient de l'argent nous ne voudrions pas de la centrale. Nous ne voulons pas que nos bébés soient infectés dans le ventre de leur mère. Nous avons appris que l'eau aux abords de la centrale thermique est toxique. Nous ne disons que la vérité. Laissez-les nous descendre s'ils le veulent. Et nous ne voulons surtout pas perdre nos terres. Nous ne voulons aucun mort dans notre ou dans leur camp. Ils auraient dû faire une réunion avec nous, les paysans, à propos de l'impact de la centrale électrique avant de commencer les travaux. Pourquoi le gouvernement a-t-il acheté ces terres ? Pour devenir riche c'est sûr mais que feront les pauvres ? Que nous réserve l'avenir ? Nous sommes prêts à nous battre !

**Le nom a été changé pour protéger l'identité du témoin.*

Accord de commerce entre l'UE et les USA menace santé publique et sécurité alimentaire

Le 24 juillet, un projet de chapitre sur l'accord de commerce entre l'UE et les USA qui a fait l'objet d'une fuite par l'*Institut des politiques commerciales de l'agriculture* (IATP) se révèle être une menace pour la santé publique et la sécurité alimentaire. Le paragraphe concerne les questions sanitaires et phytosanitaires (SPS) – celles qui touchent à la sécurité alimentaire et à la santé animale et végétale – dans le cadre du *partenariat pour le commerce et l'investissement transatlantique* (TTIP) actuellement en négociation. Les négociateurs TTIP et les conseillers financiers autorisés ainsi que la plupart des représentants d'entreprises sont les seuls à avoir le droit de lire et commenter les projets de textes en négociation. Selon les analyses de l'IATP parues à propos du document susmentionné : « Ce projet de chapitre du TTIP ne nous révèle pas tout à propos de la direction que les négociations prennent sur la sécurité alimentaire mais il nous révèle assez pour soulever de sérieuses préoccupations. » Alors que les détails clés n'ont pas été divulgués au public ou restent en négociation, le chapitre indique clairement que les négociateurs continuent à subordonner les mesures SPS afin d'optimiser le commerce. Pour plus de détails : <http://www.iatp.org/documents/leaked-document-reveals-us-eu-trade-agreement-threatens-public-health-food-safety#sthash.kvZ76iFY.dpuf>

Progression du combat contre les violations des entreprises transnationales

Le 26 juin, le *Conseil des droits de l'homme* a adopté une résolution qui établit un groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée qui a pour mission d'élaborer un instrument visant à arrêter les violations des droits de l'homme et l'impunité des entreprises transnationales entre autres. Cette résolution représente un pas en avant capital pour assurer le respect et la protection des droits de l'homme. En effet violence, expulsion, intimidation, criminalisation des luttes ainsi que l'assassinat de paysans défendant leurs moyens de subsistance, leurs terres et leurs communautés sont devenues des pratiques courantes utilisées par l'agribusiness, les entreprises multinationales, les élites locales et les gouvernements. Cette violence est liée à la privatisation de la nature, à la concentration des terres et au contrôle grandissant de la chaîne alimentaire par les entreprises. Plus de 600 organisations de société civile dans le monde entier ont préconisé l'adoption d'un instrument juridiquement contraignant concernant les entreprises transnationales et les droits de l'homme. L'approbation de la résolution constitue un progrès positif en vue d'atteindre l'équilibre du pouvoir et de la responsabilité de ces entreprises ainsi que la réduction de leur impunité mondiale. http://www.fian.org/en/news/article/detail/leap_forward_to_end_human_rights_abuses_by_transnational_corporations/

Une victoire sur notre chemin vers une déclaration internationale des droits des paysans

Le 27 juin, le *Conseil des droits de l'homme des Nations Unies* a voté une résolution autorisant la continuation du processus de rédaction d'une déclaration des droits des paysans et d'autres personnes travaillant en milieu rural. La Bolivie est chargée de débiter les consultations informelles entre les Etats et la société civile ainsi que d'organiser la seconde session du groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée qui aura lieu en novembre 2014. Ce projet de déclaration trouve ses sources à La Via Campesina et est le fruit de dix ans de travail au sein de ce mouvement international composé de plus de 164 organisations dans 73 pays. La Via Campesina s'est attelée à la tâche de catégoriser les formes de discrimination endurées par les personnes travaillant en milieu rural (paysans, agriculteurs, nomades et bergers nomades, pêcheurs, peuples indigènes, travailleurs sans terre, etc.) et, avec l'aide d'organisations tels FIAN-international et CETIM (Centre Europe-Tiers Monde), de définir les droits de l'homme spécifiquement applicables à leur situation. A un niveau mondial, ce projet de déclaration internationale servira à protéger l'agriculture paysanne comme un

plusieurs mondes sont possibles

tout – un modèle agricole qui produit 70% de la nourriture mondiale sur à peine 25% de la terre cultivable. <http://viacampesina.org/en/index.php/main-issues-mainmenu-27/human-rights-mainmenu-40/1634-a-victory-on-our-path-to-an-international-declaration-on-the-rights-of-peasants>

Des gardiens de troupeaux mongols revendiquent la protection des pâturages

Le 22 juillet, les gardiens de troupeaux mongols du comté de Heijing dans la préfecture de Bayangol dans la région chinoise appelée « Région autonome de Xinjiang » sont descendus dans la rue pour protester contre l'appropriation par les autorités chinoises de leurs terres de pâture afin d'y développer le tourisme et l'activité minière. Les autorités locales ont immédiatement déployé les forces de police pour disperser la foule. Une dizaine de manifestants ont été arrêtés. Les gardiens de troupeaux ont brandi des panneaux sur lesquels on pouvait lire : « rendez-nous nos espaces verts », « rendez-nous notre printemps chaud », « rendez-nous nos moyens de subsistance ». Ils ont également demandé aux autorités locales d'abandonner leurs projets de développement sur leurs terres, en particulier ceux qui touchent au tourisme et à l'extraction. Le site internet du Bureau de gestion des ressources de la terre du comté de Heijing confirme que dans cette région mongole le sol est extrêmement riche en fer, magnésium, or et cuivre. Le Bureau a également révélé que le 27 avril 2010 au moins 48 licences d'extraction minière ont été délivrées parmi lesquelles 13 pour l'extraction du fer. Un rapport a mentionné le fait que les gardiens de troupeaux ont été chassés de force de leurs terres à cause des projets de développement et de conservation de la nature. http://www.smhric.org/news_535.htm

A lire, à écouter, à voir et à partager



• Belomonte Dam, *A life of Injustice*, http://www.tiki-toki.com/timeline/entry/197403/A-Lifetime-of-Injustice-the-History-of-the-Belo-Monte-Dam/#vars!date=1969-09-27_16:52:08!

• Eduardo Gudynas, *Conflictos y extractivismos: conceptos, contenidos y dinámicas*, http://www.biodiversidadla.org/Principal/Secciones/Documentos/Conflictos_y_extractivismos_conceptos_contenidos_y_dinamicas#.U-DXUU0-O5A.facebook

• Eric Holt-Giménez, *Territorial restructuring and the grounding of agrarian reform: Indigenous communities, gold mining and the World Bank*, 2008, <http://www.tni.org/report/territorial-restructuring-and-grounding-agrarian-reform>

• Colectivo Miradas críticas del Territorio desde el Feminismo, *La vida en el centro y el crudo bajo tierra: El Yasuni en clave feminista*, 2014 <http://miradascriticasdelterritoriodesdeelfeminismo.files.wordpress.com/2014/05/yasunienclavefeminista.pdf>

• GRAIN, *Affamés de terres: Les petits producteurs nourrissent le monde avec moins d'un quart de l'ensemble des terres agricoles*, 2014 <http://www.grain.org/article/entries/4960-affames-de-terres-les-petits-producteurs-nourrissent-le-monde-avec-moins-d-un-quart-de-l-ensemble-des-terres-agricoles>

• Sergio Schelsinger, *Cooperação e investimentos do Brasil na África O caso do ProSavana em Moçambique*, http://issuu.com/ong-fase/docs/caderno_prosavana_fase